

Renaud Girard: «La France au Mali, retour du piège colonial»

écrit par Antiislam | 11 avril 2019



Du Figaro, une analyse très intéressante de la situation au Mali.

L'analyse est intéressante mais la conclusion me semble douteuse.

La bande sahélienne sur des milliers de kilomètres est sous la menace d'une implosion de grande ampleur.

"Merci" à Sarko pour son intervention délirante en Libye qui est déjà une source de maux sans fin pour notre France.

Le continent africain est une catastrophe, de l'Algérie à l'Afrique du Sud, nous n'y avons aucun intérêt.

Résumons la situation : les Maliens forcent nos frontières et se la coulent douce en France pendant que nos soldats français vont se faire tuer.

Et "en même temps" sur place notre armée se fait caillasser et injurier au nom du néo-colonialisme et de la pureté des terres islamiques.

Laissons-les se débrouiller seuls et surtout il n'est plus question d'être, nous, le remède, via l'immigration, aux dizaines de conflits qui vont, inévitablement les déchirer.

Mobilisons, par contre, des dizaines de milliards (et non pas les 300 millions de Frontex !) pour faire respecter nos frontières.

CHRONIQUE – L'armée française est déployée au Mali depuis six ans ; la retirer du jour au lendemain serait une erreur, car un immense chaos lui succéderait.

Cela fait plus de six ans que l'armée française est déployée au Mali.

Dans cette ancienne colonie de l'AOF (Afrique occidentale française), vaste comme deux fois et demie l'Hexagone, il s'agit d'empêcher les katibas islamistes venues des déserts du Nord de s'emparer des grandes villes du centre (Tombouctou, Mopti, Gao), puis de Bamako dans le Sud-Ouest.

La capitale du Mali est un nœud routier d'où l'on peut facilement pénétrer en Guinée à l'ouest, en Côte d'Ivoire au sud, au Burkina Faso à l'est.

Provoquée par l'intervention militaire franco-britannique du printemps 2011, la chute du régime Kadhafi s'est révélée une catastrophe pour toute la région sahélienne.

Une grande partie des stocks d'armes de la Libye (ainsi que celles qu'a parachutées la DGSE sur le djebel Nefoussa à l'été 2011) s'est retrouvée aux mains de milices incontrôlables professant l'islamisme et s'enrichissant du trafic de la drogue et des êtres humains.

Le soulagement apporté par l'opération «Serval» a été de courte durée

Lancée en janvier 2013 par le président Hollande, l'opération «Serval» avait sauvé Bamako, puis chassé les groupes djihadistes des villes du centre et du nord du Mali.

Le soulagement n'a été que de courte durée.

Les combattants islamistes se sont évanouis dans les sables, pour réapparaître quelques mois plus tard dans toute la bande sahélienne, toujours plus nombreux, plus déterminés, plus audacieux, plus menaçants.

En août 2014, «Serval» a été remplacée par l'«opération antiterroriste Barkhane».

Quatre mille cinq cents soldats français sont déployés au Mali (Gao, Kidal, Tessalit), au Niger (Niamey, Aguelal, Madama), au Tchad (N'Djamena, Abéché, Faya-Largeau).

En cas de coup dur, «Barkhane» dispose, en plus, de l'appui des chasseurs-bombardiers et des hélicoptères d'attaque français basés à Ouagadougou.

Dans son combat contre les djihadistes, «Barkhane» est aidée par une force mal coordonnée de 5000 soldats mise en place par les pays du G5 Sahel, tous d'anciennes colonies françaises (Mauritanie, Mali, Burkina, Niger, Tchad).

Pour aider à sa stabilisation, le Mali dispose en outre des forces onusiennes de la Minusma: 13.000 soldats et 1800 policiers.

Aux exactions des islamistes s'ajoutent les luttes

interethniques

Malgré tous ces déploiements militaires, la situation sécuritaire ne cesse d'empirer au Sahel.

Aux exactions des katibas islamistes se sont ajoutées les luttes interethniques.

Le 23 mars 2019, 160 civils peuls ont été horriblement massacrés dans le village d'Ogossagou (région de Mopti, centre du Mali) par des milices dogons, jusque-là soutenues politiquement par le gouvernement de Bamako.

Les Dogons sont des agriculteurs sédentaires alors que les Peuls sont des pasteurs nomades.

Il y a la lutte pour la terre, mais aussi le fait que beaucoup de jeunes Peuls ont rejoint les katibas islamistes.

Dans les guerres ethniques, ce sont toujours les civils qui subissent les pires représailles.

Constatant la détérioration de la situation au Mali, les Américains songent à réduire leur engagement financier en faveur de la Minusma. Les pays de l'UE apportent des aides financières au Mali et à la bande sahélienne, mais leurs hommes ne sont pas prêts à aller mourir aux côtés des soldats français.

À Bamako, les jeeps des marsouins et des légionnaires ne sont plus accueillies avec des fleurs ; les jeunes les caillassent.

On l'a vu en Irak et en Afghanistan: les soldats d'une force militaire étrangère occidentale, surtout en terre d'islam, passent facilement du statut de libérateurs à celui d'occupants.

Dans ces pays où les administrations sont inefficaces et corrompues, le soldat étranger devient vite un bouc émissaire.

La France a-t-elle encore les moyens de pacifier l'Afrique?

Le piège colonial est-il en train de se refermer sur la France?

A-t-elle vocation à redevenir le gendarme du Sahel, ce qu'elle fut de 1900 à 1960?

Veut-on revenir à la «mission civilisatrice de la colonisation», chère à Jules Ferry?

La France a-t-elle encore les moyens de pacifier l'Afrique, pour qu'ensuite les entreprises chinoises, japonaises, allemandes et américaines puissent tranquillement y venir se faire attribuer des marchés?

En se mêlant, de 1990 à 1994, des querelles entre les Tutsis et les Hutus au Rwanda, ancienne colonie belge, la France est tombée des deux pieds dans le piège colonial (faible probabilité de gagner un peu face à forte probabilité de perdre beaucoup).

Alors que ses intentions à l'égard du Rwanda étaient pures, la France y a beaucoup perdu en prestige et en estime de soi.

Retirer «Barkhane» du jour au lendemain serait une erreur, car un immense chaos lui succéderait, jusques aux rives de la Côte d'Ivoire.

Mais il est impératif d'élaborer une stratégie de sortie progressive.

Qui ne peut que reposer sur une coopération de renforcement des États et des armées africaines, éventuellement opérée par la France, mais obligatoirement financée par les puissances qui commercent le plus avec l'Afrique.

<http://lefigaro.fr/vox/monde/renaud-girard-la-france-au-mali-retour-du-piege-colonial-20190409>